



Déclaration des Travailleuses et Travailleurs et des Syndicats Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe Sendai, Japon 16 mars 2015

Le Groupe Majeur des Travailleuses et Travailleurs et des Syndicats a l'honneur de soumettre nos positions aux gouvernements nationaux et aux administrations locales ainsi qu'aux autres parties prenantes, à nos partenaires dans nos communautés, à l'occasion de la Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe (WDCRR).

Nous adressons toutes nos félicitations au gouvernement du Japon, au peuple japonais, aux autorités de Sendai et aux centaines de travailleurs et travailleuses pour leur contribution dans l'organisation sûre et sans risque de la conférence.

Ici à Sendai, nous assistons à du bon travail, nous voyons beaucoup d'enthousiasme et de dévouement pour protéger les gens et la planète. Les objectifs sont la réduction de la pauvreté et le développement durable. Il semblerait que nous soyons en passe de décider des outils qui nous aideront à bâtir le Monde que nous voulons.

Nous sommes généralement d'accord sur la destination, la question est de savoir comment y parvenir. En revanche, nous savons que vous n'obtiendrez pas le Monde que nous voulons sans la participation de nombreux travailleurs et travailleuses.

En matière de réduction des risques de catastrophe, de nombreux travailleurs, hommes et femmes qualifié(e)s, dévoué(e)s et motivé(e)s qui risquent leur vie au quotidien pour protéger les familles et les collectivités sont indispensables. Sans ces milliers de travailleurs et travailleuses, vos intentions et vos besoins restent lettre morte. Les volontaires sont les bienvenus mais ils ne peuvent acquérir le niveau d'expertise nécessaire à la gestion des nombreuses opérations complexes de réponse et de redressement. Il faut une main-d'œuvre qualifiée et formée.

Nous jugeons très préoccupant le fait que vos textes, vos propositions, vos mesures politiques méconnaissent dans une large mesure la réalité des travailleurs et travailleuses, qu'il s'agisse des premiers intervenants : les courageux pompiers et techniciens médicaux d'urgence ; la police et autre personnel en uniforme, ou les travailleurs et travailleuses de première ligne dans les hôpitaux et les cliniques ; dans les écoles ; dans les services publics de distribution d'énergie et d'eau ; dans les transports publics ; dans les administrations civiles et dans bien d'autres secteurs.

Toutes ces personnes sont appelées en cas de danger à quitter leur famille et à risquer leur santé et leur sécurité pour nous protéger. Toutes méritent d'être traitées avec respect et dignité.

Les gouvernements ont ratifié les conventions fondamentales de l'OIT. Elles ont un caractère obligatoire. Elles ne sont plus sujettes à négociation, reste la question de l'application. Le fait de travailler dans les services essentiels n'est pas une excuse pour violer nos droits humains et nos droits du travail.

Les travailleurs et travailleuses et les syndicats s'engagent à œuvrer avec nos employeurs, avec les différents échelons administratifs et autres parties prenantes pour garantir que tous les personnels d'urgence disposent des outils et de la formation nécessaires.

Aux côtés de tous nos employeurs, nous nous engageons à mettre à profit nos connaissances et notre expertise en collaboration avec la direction afin d'améliorer les mécanismes de réduction des catastrophes, à pratiquer et à former, à adapter les outils à notre réalité et à instaurer une boucle de rétroaction permanente de telle manière que le patronat et les syndicats puissent œuvrer conjointement à améliorer les services au profit de nos collectivités.

Mais nous disons à tous nos employeurs que nous ne pourrions répondre à ces objectifs si nos droits ne sont pas respectés, notamment la liberté d'expression et la liberté d'association. Nous ne pouvons collaborer, nous ne pouvons exploiter nos capacités si nos droits ne sont pas respectés. Dans de telles conditions, nous ne sommes pas en mesure d'assurer la protection dont nos familles ont besoin et qu'elles méritent.

Comme vous le savez, les autorités locales supportent un lourd fardeau en matière de réduction des risques de catastrophe. Mais, trop souvent, elles se voient imposer des missions non financées par les gouvernements nationaux qui délèguent les responsabilités sans les accompagner de moyens financiers. Les administrations locales doivent alors rogner sur tous les coûts, y compris la formation et le matériel indispensables aux premiers intervenants. Pour nos membres, cela se traduit par des morts et des blessés dans un travail déjà suffisamment dangereux.

Nous sommes très actifs dans le cadre de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale – nous devons conclure un accord mondial qui mettra fin aux paradis fiscaux, à l'évasion fiscale, à la planification fiscale agressive et autres stratagèmes par lesquels les gouvernements se voient privés de recettes pourtant indispensables. Ces questions sont intimement liées à la question de la réduction des risques de catastrophe dans la mesure où le tribut le plus lourd est payé par le secteur public.

Nous souhaitons également clarifier les responsabilités gouvernementales. Nous rejetons l'idée que les familles doivent recourir aux compagnies d'assurance en matière de réduction des risques. La majorité des familles est trop pauvre pour y avoir accès. Et les gouvernements ne peuvent s'exonérer de leurs responsabilités à notre détriment en favorisant ce type d'approche.

Les gouvernements doivent investir dans la résilience. Elle ne peut être externalisée. Et quand vous investissez, n'oubliez pas la formation des travailleurs et travailleuses, la planification des opérations et la maintenance des infrastructures et des services dont nous dépendons tous.

Les millions de femmes et d'hommes qui mettent en œuvre vos mesures politiques sont prêts à assumer les risques, et à monter la garde pour nos familles et nos collectivités.

Le travail décent est un pilier essentiel de la résilience et du développement durable.

Tendez-nous la main en tant que partenaires égaux et à part entière pour construire le Monde que nous voulons.
